

# LE DOUBLAGE AU QUÉBEC : PARCE QU'ON VEUT S'ENTENDRE

---

État des lieux et perspectives  
Octobre 2024

---

Association  
Nationale des  
Doubleurs  
Professionnels

**ANDP**  
VNDP

National  
Association of  
Professional  
Dubbers



## TABLE DES MATIÈRES

---

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>- 3 -</b>
<b>L'ANDP ET L'UDA.....</b>	<b>- 3 -</b>
<b>LE DOUBLAGE AU QUÉBEC .....</b>	<b>- 4 -</b>
Production et diffusion du doublage d'ici .....	- 5 -
Le doublage au Canada .....	- 6 -
<b>UN MONDE EN CHANGEMENT, UNE CONCURRENCE CONSTANTE ET LES DÉFIS TECHNOLOGIQUES DU SECTEUR DU DOUBLAGE .....</b>	<b>- 7 -</b>
Les clients hors Québec : un atout important à conserver.....	- 7 -
Mise à niveau des installations et dépenses imprévues.....	- 7 -
Exigences en matière de sécurité .....	- 8 -
Un surplus de travail.....	- 8 -
L'IA : une opportunité qui nécessite un encadrement des États.....	- 8 -
Une industrie fragile et désormais sous tension .....	- 9 -
<b>LES CRÉDITS D'IMPÔT.....</b>	<b>- 9 -</b>
Types de productions admissibles.....	- 10 -
Dépenses admissibles.....	- 10 -
<b>RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>- 12 -</b>
<b>Annexe 1 — HISTORIQUE .....</b>	<b>1</b>
Juridiction UDA.....	1
Secteur réservé aux membres de l'UDA « atelier fermé » .....	1
Principaux jalons historiques et revendications politiques .....	1
Revendications des gouvernements québécois .....	2
Mesures législatives du gouvernement québécois .....	3
Études commandées par le gouvernement québécois .....	4
Autres sondages et étude .....	6
UDA : actions et revendications syndicales des dernières années.....	6
Objectifs visés par la révision de la Loi sur le cinéma :.....	7
Fin 2014 : l'UDA publie un rapport « Plan d'action pour la relance de l'industrie québécoise du doublage » .....	8
L'UDA revoit sa stratégie : .....	9

## INTRODUCTION

Le ministère de la Culture et des Communications souhaite obtenir un portrait clair de l'industrie du doublage au Québec et comprendre les enjeux actuels du secteur.

L'Union des artistes (UDA) et l'Association nationale des doubleurs professionnels (ANDP) collaborent afin de présenter un état des lieux sur le doublage au Québec<sup>2</sup>. De plus, ce document présente des recommandations à saisir pour le gouvernement afin de préserver les emplois et assurer la survie de cette importante industrie du Québec.

L'industrie du doublage est fragilisée. D'un côté, les avancées de l'intelligence artificielle font craindre le pire aux artistes interprètes du secteur, de l'autre, les exigences des clients (majors) obligent les maisons de doublage à investir des sommes importantes pour demeurer compétitives dans un contexte où les prix stagnent depuis plusieurs années et où le travail s'est complexifié.

Avant qu'il ne soit trop tard, le gouvernement doit s'enquérir du dossier et agir pour assurer la survie d'un important secteur d'activités qui génère des retombées économiques importantes pour le Québec.

## L'ANDP ET L'UDA

L'Association nationale des doubleurs professionnels (ANDP) regroupe toutes les entreprises de doublage au Canada. Ces entreprises emploient plus de 1 250 personnes dans des postes hautement spécialisés, soit près de 300 détecteurs, preneurs de son, mixeurs, monteurs image, techniciens du son et de l'image, personnel de soutien à la production, et environ 950 artistes.

Fondée en 1976, sous le nom de l'Association québécoise des industries techniques du cinéma et de la télévision (AQITCT) elle a signé la première convention de doublage avec l'Union des artistes (UDA) en 1978. En 2002, elle devient l'Association des doubleurs professionnels du Québec. C'est finalement en

---

<sup>1</sup> En 1999, l'Union des artistes avait mené une campagne médiatique haute en couleurs. "*On veut s'entendre*" exigeait que les films disponibles sur le marché québécois soient doublés au Québec.

<sup>2</sup> Le présent rapport contient des notes choisies qui résonnent encore en 2024 pour l'UDA. Les informations retenues concernent davantage les leviers sur lesquels elle peut agir (politique, juridique, mobilisation syndicale, etc.), laissant de côté les enjeux sur lesquels elle a moins d'emprise et qui concernent au premier chef les maisons de doublage (économie de l'industrie, finance, subvention, crédit d'impôt, etc.).

2005 qu'elle adopte le nom encore utilisé aujourd'hui, soit l'Association nationale des doubleurs professionnels. L'ANDP défend ainsi les intérêts de l'industrie du doublage depuis plus de 48 ans.

La mission de l'ANDP est d'attirer le plus de travail possible au Québec, d'offrir des doublages de grande qualité, tout en participant activement à la formation de nouveaux artistes interprètes, de directeurs-directrices de plateau et d'adaptateurs-adaptatrices.

L'Union des artistes (UDA) est un syndicat professionnel représentant près de 13 000 artistes (membres et stagiaires) regroupés au sein de quatre groupes de fonctions artistiques, soit les acteurs-actrices, les chanteurs-chanteuses, les animateurs-animateuses et les danseurs-danseuses, qui exercent leur métier dans une multitude de disciplines. Sa mission est la définition, l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des artistes professionnels, qui sont pour la plupart des travailleurs autonomes. L'UDA voit également à promouvoir l'essor de la culture francophone. Au cœur de ses activités se trouvent la négociation de conditions minimales de travail, la rémunération des artistes et le respect des ententes collectives. Dans le secteur du doublage, l'Union des artistes représente l'ensemble des fonctions soit : les acteurs-actrices (les « *doubleurs* »), les directeurs-directrices de plateaux et les adaptateurs-adaptatrices<sup>3</sup>.

## LE DOUBLAGE AU QUÉBEC

Le doublage est une industrie structurante qui a un chiffre d'affaires annuel de plus de 32 M\$ (sans compter les retombées économiques).

Cette industrie compte 10 entreprises qui emploient un total de 1 250 travailleurs en leur offrant un travail stable et bien rémunéré.

En 2023, l'industrie a déboursé plus de 14,2 M\$ en cachets à 950 membres de l'UDA, contribuant ainsi à un filet social (REER, assurances) qui est vital pour ces artistes québécois.

Le doublage est divisé en deux grandes familles :

1. **La surimpression vocale**, ou l'enregistrement d'une voix superposée à une voix originale entendue en sourdine, postérieurement au tournage, est utilisé pour les séries documentaires télévisées, concours télévisés ou pour les télérealités, par exemple. Les principaux clients de ce type de doublage sont les télédiffuseurs, les producteurs et les distributeurs canadiens.
2. **Le doublage synchrone**, soit le remplacement des dialogues dans une langue par ceux, traduits au préalable, dans une autre. Il faut noter que les dialogues doublés sont

---

<sup>3</sup> Adaptateurs ou traducteurs, dialoguistes, sous-titres, selon les pays.

synchronisés avec les mouvements des lèvres des personnages à l'écran<sup>4</sup>. Le doublage synchronisé est couramment utilisé dans les films et les émissions de télévision en prises de vues réelles, où la précision des mouvements des lèvres est essentielle pour maintenir l'authenticité des performances.

Les principaux clients sont des studios de doublage pour les grands studios de Hollywood, les plateformes de diffusion, les distributeurs, les télédiffuseurs canadiens et les clients internationaux. Le lien d'affaires s'établit directement entre les clients et les maisons de doublage, qui fournissent des devis de production pour le doublage de chaque projet. À la suite de l'acceptation d'un devis, qui tient compte du crédit d'impôt québécois<sup>5</sup>, les clients peuvent commander un doublage. La maison de doublage procède ensuite à la préparation technique et artistique du projet en collaboration avec les membres de l'Union des artistes.

Les projets doublés au Québec n'ont rien à envier aux projets provenant d'autres territoires francophones. Notre culture nord-américaine nous offre une compréhension privilégiée des œuvres venant des studios américains. Cette cohabitation culturelle nous permet de produire des doublages de grande qualité qui deviennent, du même coup, des « *produits-ambassadeurs* » de la société québécoise. C'est dans cette optique que le doublage représente un outil majeur de l'identité nationale du Québec.

Soulignons également l'importante contribution du doublage à la culture québécoise et à la dimension socioculturelle auprès des enfants, notamment par le biais des séries d'animation et des séries jeunesse doublées au Québec<sup>6</sup>. En recourant à une langue de proximité, ces émissions deviennent alors un véhicule de transmission privilégié des émotions et des valeurs de notre société francophone québécoise si spécifique.

### **Production et diffusion du doublage d'ici**

Malgré ce qui précède, les télédiffuseurs ne sont pas contraints de diffuser une œuvre doublée ici, même si la version québécoise existe. De l'autre côté, ils ne sont pas plus contraints de faire doubler ici des productions canadiennes-anglaises ou des coproductions dont la participation canadienne est majoritaire. Il arrive donc de voir et d'entendre au Québec de ces productions entièrement ou partiellement produites et financées au Canada, mais doublées en France pour le Canada.

---

<sup>4</sup> « Cette technique permet de s'assurer que les voix correspondent aux signaux visuels, créant ainsi une expérience dite naturelle et réaliste (...). »

<sup>5</sup> Crédit d'impôt égal à 35 % de la dépense admissible (comprend notamment la dépense pour le doublage de films) engagée et payée pour une production admissible (version doublée d'une production pour laquelle la société détient, pour l'année, un certificat délivré par la Société de développement des entreprises culturelles). Pour avoir droit à ce crédit d'impôt, « la société doit, dans l'année d'imposition, avoir un établissement au Québec et y exploiter une entreprise admissible qui offre des services de doublage de films. » (Revenu Québec).

<sup>6</sup> Sur cette question, revoir le rapport conjoint SARTEC-UDA : Séries jeunesse et animation | Le jeune public francophone dépossédé de sa culture et privé de ses artistes, (février 2005).

Notre diffuseur national, Télé-Québec, en est d'ailleurs un bon exemple. On retrouve dans sa programmation annuelle un taux nettement insuffisant de doublages faits au Québec.

## RECOMMANDATIONS

1. Que le gouvernement du Québec s'assure que les diffuseurs de télévision francophones sur son territoire privilégient les doublages québécois ou canadiens quand ils existent (d'autant plus lorsqu'il s'agit de productions entièrement financées au Canada) et qu'ils soient tenus d'augmenter la part des doublages d'ici dans leur grille de programmation.
2. Légiférer afin que tous les produits en langue étrangère diffusés au Québec ou au Canada soient invariablement doublés ici.

### Le doublage au Canada

L'industrie québécoise du doublage dépend aussi en partie du gouvernement fédéral et les demandes à être faites à celui-ci sont incluses dans le présent document, puisqu'une collaboration plus étroite des deux gouvernements est souhaitable afin de redynamiser l'ensemble de l'industrie.

Sur le plan de la compétence strictement fédérale, il y a encore trop d'émissions canadiennes financées à même les deniers publics qui sont doublées à l'étranger.

## RECOMMANDATIONS

3. Que Patrimoine Canada adopte un règlement obligeant toute production qui a reçu plus de 50 % de son financement de fonds publics canadiens et qui est destinée à la télévision d'ici, à être doublée ici.
4. Que le Fonds d'aide au doublage soit de nouveau accessible aux productions étrangères comme c'était le cas dans le passé.

## UN MONDE EN CHANGEMENT, UNE CONCURRENCE CONSTANTE ET LES DÉFIS TECHNOLOGIQUES DU SECTEUR DU DOUBLAGE

L'augmentation de la demande due à la venue des nombreuses plateformes de diffusion continue en ligne et à de nouveaux intervenants accentue la pression sur un marché international en plein essor et sur la demande pour des produits doublés en langue française. Cela dit, nous faisons face à un marché cinématographique (et télévisuel) français historiquement protégé juridiquement<sup>7</sup>, ce qui pose d'importants écueils, et d'autres pays qui se positionnent dorénavant comme des joueurs majeurs dans l'industrie du doublage, et cela grâce, entre autres, à ses faibles coûts de production (studios, salaires, position géographique, etc.).

Devant cette situation, l'industrie québécoise du doublage tente de développer et de consolider ses partenariats à l'étranger et ses parts de marché à la télévision canadienne. Toutefois, les deux lui échappent de plus en plus, et particulièrement les séries dramatiques canadiennes (plus de 50 % des émissions réalisées avec des fonds canadiens sont doublées à l'étranger). Les entreprises québécoises de doublage continuent de perdre d'importants contrats au profit de l'Europe, même si pour faire face à la concurrence étrangère, elles diminuent leurs coûts de production<sup>8</sup>.

Les prix proposés par les entreprises du Québec restent moins attractifs, malgré une qualité de doublage reconnue au niveau international, et ces prix sont plus que jamais un facteur déterminant majeur dans le contexte économique actuel.

### Les clients hors Québec : un atout important à conserver

Grâce aux contrats confiés aux maisons de doublage québécoises, les clients étrangers injectent des capitaux dans l'économie d'ici et génèrent des retombées économiques importantes. Près de 95 % des demandes de doublage pour les catégories « fiction – cinéma – animation » proviennent de l'extérieur du Québec, ce qui aide la croissance et la consolidation d'un certain nombre d'entreprises du secteur et qui génère un impact positif sur l'emploi d'artistes au Québec. Nous devons absolument réagir et éviter l'effritement actuel du marché international, qui viendrait impacter considérablement le secteur.

### Mise à niveau des installations et dépenses imprévues

En 2024, les studios de doublage qui transigent principalement avec les grands studios hollywoodiens ont dû effectuer une mise à niveau technologique en équipant les studios de mixage du système ATMOS. Ceci a occasionné des centaines de milliers en dépenses pour l'achat, l'installation et la calibration de boîtes de son et des consoles de mixage, des systèmes d'exploitation, de plug-ins, de

---

<sup>7</sup> En effet, « le Décret no 96-776 du 2 septembre 1996 stipule que l'exploitation d'une œuvre cinématographique doublée en langue française est subordonnée à l'obtention d'un visa distinct et que celui-ci ne peut être accordé que si le doublage a été entièrement réalisé dans des studios situés sur le territoire français ou sur le territoire d'un autre État, membre de l'Union européenne (...) », Robert Paquin, op. cit.

<sup>8</sup> Lors des renouvellement d'ententes collectives en 2015, les membres de l'Union des artistes ont consenti à des baisses de cachet entre 3% et 20%, selon les cas.

licences Dolby (qui doivent être payées annuellement) et qui se traduisent en centaines de milliers de dollars à investir.

### Exigences en matière de sécurité

Les distributeurs américains exigent maintenant que les studios soient équipés de systèmes de sécurité sophistiqués pour protéger leurs produits et insistent pour que les maisons de doublage s'assurent que les gens qui fréquentent leurs locaux s'engagent également à respecter ces règles et signent les ententes de confidentialité. Ceci exige des mises à niveau annuelles et des frais supplémentaires.

### Un surplus de travail

Le doublage d'une production a évolué au cours des dernières années et les tâches se sont complexifiées. Par exemple, pour répondre aux nouvelles exigences en matière de sécurité et aux nouvelles installations technologiques, les maisons de doublage doivent transmettre les textes, les sous-titres, les auditions et autres éléments dans un nouvel environnement sécurisé du client, ce qui représente un travail additionnel.

### L'IA : une opportunité qui nécessite un encadrement des États<sup>9</sup>

Au tournant du 21<sup>e</sup> siècle, outre les enjeux exprimés précédemment, celui de l'intelligence artificielle générative risque d'être celui qui changera le plus les règles du jeu.

En attendant que les gouvernements et les États adoptent des mesures législatives qui pourraient baliser et encadrer cette technologie, l'UDA a introduit dans ses ententes collectives concernant les comédiens et les adaptateurs des clauses qui interdisent aux maisons de doublage :

- ⇒ d'utiliser des voix artificielles sans le consentement de l'UDA ;
- ⇒ d'utiliser les adaptations faites sous juridiction de l'UDA pour entraîner l'IA.

Or, les maisons de doublage membres de l'ANDP ne sont pas propriétaires des œuvres originales qu'elles doublent. Comme elles exécutent un mandat de doublage pour un client (souvent le propriétaire de l'œuvre), les mesures ou clauses de protection contre l'IA ne s'appliquent pas à ces clients puisqu'ils ne sont pas parties prenantes à ces ententes collectives. Le seul moyen de protéger notre industrie est d'encadrer ces clients qui veulent distribuer et diffuser leurs œuvres sur le territoire québécois et canadien.

Déjà, en 2000 lors de la révision sur la Loi sur le cinéma, l'Union des artistes (UDA) levait un drapeau jaune en ce qui concerne la menace que représente l'utilisation de voix artificielles.

---

<sup>9</sup> Entre autres articles, lire : Jean Siag : *IA : Est-ce la fin du doublage?* LaPresse, 7 avril 2023.



## RECOMMANDATION

5. Que le gouvernement du Québec légifère pour baliser et encadrer cette technologie en matière d'intelligence artificielle générative.

### Une industrie fragile et désormais sous tension

La fréquentation des salles de cinéma est en déclin et n'arrive pas à retrouver le niveau de fréquentation d'avant la pandémie<sup>10</sup>. En ce qui concerne le long métrage, comme indiqué dans le rapport sur le « Développement de l'industrie du doublage au Québec <sup>11</sup> » la question de faire doubler ici au Québec est avant tout économique. Est-ce que l'effritement de la fréquentation des salles au Québec nous permettra, à terme, de justifier un doublage fait ici ?

De plus, le débranchement progressif des clients aux services de câblodiffusion se poursuit au bénéfice des grandes plateformes de diffusion continue en ligne. Les clients consomment de plus en plus leurs émissions et leurs films « à la carte ». Par conséquent, certaines chaînes spécialisées qui profitaient des revenus provenant des forfaits de câblodiffusion sont en difficulté et leur viabilité à moyen terme est contestée. D'une part, la disparition de chaînes spécialisées risque fort d'entraîner le doublage québécois dans son sillage. De l'autre, il y a des risques majeurs pour la survie du secteur du doublage ainsi que pour la cohésion d'un certain tissu social québécois puisque ce ne sont pas toutes les grandes plateformes qui proposent des émissions et des films doublés au Québec, loin de là.

Plus que jamais, il y a lieu de protéger le doublage fait au Québec pour que, malgré l'évolution des pratiques d'écoute des œuvres audiovisuelles, les Québécois puissent avoir accès à une version doublée ici, autrement dit : pour que les Québécois « s'entendent ». Rappelons que ce principe s'inscrit au niveau des objectifs de la « *Convention sur la protection et la promotion des diversités culturelles* <sup>12</sup> » dont le Québec fut l'un des artisans principaux.

### LES CRÉDITS D'IMPÔT

Pour soutenir les productions originales et le doublage, le gouvernement du Québec permet aux producteurs et aux maisons de doublage de bénéficier, par l'entremise de la SODEC et sous certaines

---

<sup>10</sup> La fréquentation des cinémas en 2023 - *Optique culture* – No 98 / Septembre 2024, Marc-Andy Lubin, *Observatoire de la culture et des communications du Québec*.

<sup>11</sup> *Rapport et recommandations du Forum sur le développement du doublage à l'attention de Mme Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine*, 16 avril 2010.

<sup>12</sup> « *Les objectifs de la présente Convention sont : De protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles* » (Unesco 2005).

conditions, du Crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle<sup>13</sup>.

### Types de productions admissibles

Les types de productions admissibles au crédit d'impôt pour une production originale concernent spécifiquement les films ou séries de fiction, ou encore les documentaires.

Les types de productions non admissibles au crédit d'impôt pour une production originale regroupent tous les autres types de production dont les émissions de télé réalité, les jeux-questionnaires, les galas ou encore les « *making of* », etc. Ces types de productions ne sont pas admissibles, parce que les participants de ces émissions ne sont pas membres de syndicats d'artistes.

Par contre, lorsqu'on procède au doublage d'une télé réalité, d'un jeu-questionnaire ou de tout autre type de production, ce sont des membres de l'Union des artistes qui sont engagés. Il n'y a aucune différence entre la distribution de ce type de doublage que celui d'un produit de fiction.

### Dépenses admissibles

Pour une production originale, les traitements ou salaires directement imputables à un film sont admissibles (selon certains critères) s'ils ont été engagés dans l'année ou encore pour chaque étape de la production (du scénario à la postproduction) et qu'ils ont été versés au moment de la réclamation du crédit d'impôt. Ainsi, une production originale qui a inclus le doublage dans son budget de production peut réclamer toutes les dépenses en main-d'œuvre admissibles dans son film.

Ce n'est pas le cas en doublage puisque, malheureusement, le crédit d'impôt actuel ne tient pas compte des salaires versés aux chargés de projets, aux coordonnateurs aux plans de travail, aux techniciens qui voient aux transferts, à la préparation de fichiers numériques, à l'enregistrement des comédiens en studio, aux monteurs dialogues (recailleurs), mixeurs et superviseurs créatifs. Tous ces travailleurs ne sont pas admissibles au crédit d'impôt bien qu'ils soient totalement dédiés à la production d'un doublage.

Notons que le doublage a bien changé au cours des dernières années et que le travail s'est grandement complexifié. Que ce soit dans les postes techniques ou en gestion de projet et en coordination, le volume de travail nécessaire pour la production d'un doublage a augmenté, les délais sont de plus en plus serrés et de nombreuses tâches ont été ajoutées à nos responsabilités par les clients.

---

<sup>13</sup> <https://sodec.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/lignes-credit-impot-services-production-cinema-tele-mars-2024.pdf>

## RECOMMANDATIONS

6. Modifier les critères des types de productions admissibles aux crédits d'impôt du doublage afin d'inclure les télé-réalités, les « *making of* », les jeux, les questionnaires et les concours.
7. Modifier les critères des dépenses admissibles au crédit d'impôt du doublage afin d'inclure les dépenses liées aux traitements et aux salaires de la main-d'œuvre.

## RECOMMANDATIONS

1. Que le gouvernement du Québec s'assure que les diffuseurs de télévision francophones sur son territoire privilégient les doublages québécois ou canadiens quand ils existent (d'autant plus lorsqu'il s'agit de productions entièrement financées au Canada) et qu'ils soient tenus d'augmenter la part des doublages d'ici dans leur grille de programmation.
  2. Légiférer afin que tous les produits en langue étrangère diffusés au Québec ou au Canada soient invariablement doublés ici.
  3. Que Patrimoine Canada adopte un règlement obligeant toute production qui a reçu plus de 50 % de son financement de fonds publics canadiens et qui est destinée à la télévision d'ici, à être doublée ici.
  4. Que le Fonds d'aide au doublage soit de nouveau accessible aux productions étrangères comme c'était le cas dans le passé.
  5. Que le gouvernement du Québec légifère pour baliser et encadrer cette technologie en matière d'intelligence artificielle générative.
  6. Modifier les critères des types de productions admissibles au crédit d'impôt du doublage afin d'inclure les télérealités, les « *making of* », les jeux, les questionnaires et les concours.
  7. Modifier les critères des dépenses admissibles au crédit d'impôt du doublage afin d'inclure les dépenses liées aux traitements et aux salaires de la main-d'œuvre.
-

## **Annexe 1 – HISTORIQUE**

### **Juridiction UDA**

L'UDA a des ententes collectives avec l'ANDP (Association nationale des doubleurs professionnels) pour trois (3) catégories d'artistes :

- I. Artistes interprètes (comédiens) - depuis 1970
- II. Directeurs de plateau - depuis 2008
- III. Adaptateurs (traducteurs) - depuis 2022

### **Secteur réservé aux membres de l'UDA « atelier fermé »**

Pour deux de ces trois ententes collectives, soient les artistes interprètes (comédiens) et les directeurs de plateau, le travail est réservé aux membres actifs de l'UDA sauf en de très rares exceptions. En jargon de relations du travail, il s'agit de l'atelier fermé.

Pour les adaptateurs, bien que ce secteur ne soit pas réservé aux membres actifs, on constate que la quasi-totalité (98 % ou plus) des contrats est faite par des membres actifs

### **Principaux jalons historiques et revendications politiques**

#### **1947**

Adoption en France d'une loi qui oblige le doublage en français des films étrangers.

#### **1955-1956**

Premiers doublages professionnels en français à Montréal.

#### **1961 « Le décret français »**

La France décrète qu'un visa d'exploitation en salle des films doublés en français n'est accordé que si le doublage est entièrement réalisé en territoire français.

#### **1996**

Amendement de ce décret qui élargit le territoire où le film doit être doublé aux pays membres de l'Union européenne. Les doublages québécois sont laissés pour compte.

## Commentaire sur le décret français

Le décret français, dans ses fondements comme dans sa pratique, va à l'encontre du principe d'abolir toute barrière commerciale entre les pays de l'espace francophone pour une meilleure circulation des artistes et des créations culturelles. Généralement, un pays se protège contre une force dominante, pas le contraire. Dans le cas du décret français, c'est justement le contraire que pratique la France. C'est Goliath qui se protège contre David !

### Revendications des gouvernements québécois

Depuis **1965**, quelques vaines **tentatives des gouvernements québécois** auprès de la France pour permettre un assouplissement de cette législation, afin que les films doublés au Québec puissent être distribués en France. Parmi ces tentatives, notons ces actions (liste non exhaustive) :

#### **1977**

René Lévesque tente de négocier l'obtention d'un quota de cent films doublés au Québec en vue d'une exploitation en France. Les professionnels du doublage français répondent aussitôt par une grève. Dix-huit jours suffiront à leur donner gain de cause. Aucun quota n'est accordé au Québec et, de plus, les doubleurs français obtiennent des trois chaînes françaises de télévision publiques « l'accord des 42 heures » en vertu duquel ces dernières s'engagent à ne diffuser qu'un maximum de 42 heures par an de fictions doublées par des Québécois.

#### **1987**

La ministre Lise Bacon convainc son homologue français de créer un Comité mixte sur la coopération cinématographique et audiovisuelle, avec mandat de régler le contentieux du doublage. À l'unanimité les membres du comité recommandent la signature, au plus tard à la mi-octobre 1987, d'une entente prévoyant la modification du décret français de 1961 « de telle sorte que, à terme, les films doublés sur le territoire québécois puissent être exploités sur le territoire français sans restriction ». L'entente prévoyait aussi l'ouverture de 20 % du marché français aux films doublés au Québec.

Le milieu français du doublage se mobilise. Devant la menace d'une grève, le gouvernement français propose de réduire le quota à 10 %. Nouveau refus. La Chambre syndicale du doublage déclenche une grève générale illimitée. Elle dure huit jours et fait achopper l'entente.

L'UDA et l'Association québécoise des industries techniques du cinéma et de la télévision (AQITCT, maintenant connu sous le nom de l'ANDP) dénoncent la position des professionnels français du doublage, réclament la poursuite des négociations entre le Québec et la France et l'adoption d'une loi canadienne protégeant le marché du doublage. L'UDA demande au CRTC un quota de 60% pour le doublage d'émissions étrangères diffusées sur les ondes canadiennes.

Au cours des années, les gouvernements québécois et français se sont concertés et ont même proposé des assouplissements à la politique française. Il y a même eu des avancées entre les syndicats québécois et français d'artistes. Ces avancées importantes ont toutes essuyé une rebuffade avant leur adoption ou leur mise en œuvre, se butant aux syndicats d'artistes français très mobilisés qui ont provoqué des voltefaces des gouvernements français.

Pour plus de détails sur ces rapprochements entre les gouvernements français et québécois au cours des années, consultez l'article universitaire de Jeanne Deslandes dans la revue ***Nouvelles vues*** (no. 3, printemps 2005) : L'embargo français VDF : Doublage cinématographique et télévisuel en version française.

### Mesures législatives du gouvernement québécois

- En juin **1975**, l'Assemblée nationale adopte une **loi-miroir, soit un embargo réciproque : la Loi sur le cinéma**. Dorénavant, afin d'obtenir un visa d'exploitation au Québec, les films étrangers doivent être doublés ou sous-titrés au Québec (art. 39). Malheureusement, cette loi n'a jamais été appliquée.
- Au Québec en **1985 : article 83 de du projet de loi 109** prévoit que les distributeurs de films en version originale autre que française doivent fournir des copies doublées ou sous-titrées en français s'ils poursuivent l'exploitation du film au-delà de 60 jours. En 1991, ce délai est raccourci à 45 jours.
- En effet, en **1991, amendement à la loi québécoise sur le cinéma**. Sans exiger que le doublage des films américains soit effectué au Québec, cet amendement raccourcit **de 60 à 45 jours** le délai de livraison de la version française de ces films. Ce délai de 45 jours est un visa temporaire. La sortie simultanée des versions originales anglaises et doublées en français devient de plus en plus la norme. Cela devient un véritable levier pour l'industrie du doublage au Québec qui arrive à produire plus rapidement des doublages en français que les maisons de doublage françaises. Or, pendant la période de 1990 à 1996, la proportion des films étrangers étant doublés au Québec passe de 34 % à 62 %. Ce portrait n'est pas aussi reluisant pour les séries télévisées qui échappent presque complètement à l'industrie du doublage au Québec.
- Vers **1996**, l'industrie française s'est ajustée et produit plus rapidement. Le Québec perd une partie de la croissance qu'il avait réalisée, car les majors américains ne voient pas l'intérêt (économique) de commander deux doublages français distincts si ces deux doublages sortent aux mêmes dates.
- En **1997**, Bernard Landry, ministre d'État de l'Économie et des Finances, annonce le nouveau crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

- En **2007**, le parti d’opposition ADQ (appuyé par le PQ) dépose le projet de loi 193 modifiant ainsi la **Loi sur le cinéma**. Ce projet de loi vise à modifier l’article 83 de cette loi et ainsi rendre **obligatoire le doublage en français fait au Québec de films étrangers qui sont diffusés ici**, à l’exception des films d’art et d’essai. Ce projet de loi n’a jamais été adopté.
- En **2014**, dans son budget, le Gouvernement du Québec réduit le crédit d’impôt pour le doublage.
- En **2015**, pour donner suite au dépôt du rapport de la Commission Godbout qui suggère de ramener la bonification au taux en vigueur avant le budget de juin 2014, le gouvernement accepte de revenir en arrière.
- En **2018**, le montant de la dépense admissible donnant droit au crédit d’impôt n’est plus assujéti à un plafond calculé en appliquant un pourcentage au prix du contrat de doublage.

### Études commandées par le gouvernement québécois

#### **Rapport Lampron 1997**

Le gouvernement du Québec donne le mandat à la **SODEC** de produire un rapport sur l’état de l’industrie du doublage. Résultat : **le rapport de Pierre Lampron** est publié en août 1997. Ce rapport propose la combinaison d’un crédit d’impôt (15% provincial et 10 % fédéral) dont l’effet combiné permettrait d’accroître la compétitivité des entreprises québécoises en doublage. Cette mesure sera d’ailleurs mise de l’avant par Québec dès l’année suivante.

De plus, le rapport a instauré une **commission sur le doublage à la SODEC**; celle-ci devant réunir tous les intervenants de l’industrie dans un forum voué à la consolidation de l’industrie québécoise du doublage. Cette commission a été abolie en mars 2014.

Enfin, le rapport propose que le milieu continue de contester le décret français jusqu’à son abolition.

#### **Forum et rapport sur le développement du doublage (2009-2010)**

En 2009, la ministre de la Culture de l’époque (Christine Saint-Pierre) instaure une discussion entre les principaux intervenants du milieu où nous étions représentés. En avril 2010, **un rapport est publié** dont voici les principales recommandations, s’articulant principalement autour des axes suivants :

- Améliorer les mesures financières incitatives pour le doublage (crédit d’impôt, tarif de la Régie du cinéma) ;
- Soutenir les besoins du Conservatoire d’art dramatique de Montréal pour faciliter la transformation du studio actuel vers le mode numérique ;



- Appuyer le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (pour lui permettre d’effectuer des missions de promotion de l’industrie au Canada et à l’étranger) ;
- Poursuivre la concertation du milieu au moins une fois l’an (Forum, SODEC, Régie du Cinéma, MCCQ), afin de continuer le monitoring du milieu et l’étude de ses enjeux.

Bref, bien que ces recommandations soient intéressantes, elles concernent principalement l’industrie et ses producteurs ; aucun levier permanent et direct pour les artistes.

Par ailleurs, le rapport dresse un portrait clair de l’écosystème de l’industrie du doublage et nous en reproduisons ici quelques extraits :

- Pour le marché du long métrage de fiction, le doublage en français au Québec demeure avant tout une décision économique, quel que soit le distributeur.
- Pour le marché de la télévision, les séries de fiction américaines et étrangères échappent presque entièrement à l’industrie québécoise du doublage :
  - ⇒ les licences des télédiffuseurs québécois pour l’acquisition d’une série déjà doublée sont équivalentes ou parfois inférieures aux coûts d’un doublage au Québec;
  - ⇒ le droit de faire un doublage en français et de le distribuer est la plupart du temps accordé en amont, dès l’étape de la production ou avant son arrivée sur le marché canadien. Concrètement, le télédiffuseur français (France Télévisions, TF1 ou autres) est habituellement le donneur d’ordre.
- Quant aux séries canadiennes, les principales difficultés rencontrées pour le doublage au Québec sont les suivantes :
  - ⇒ la première vente d’une version française se fait généralement pour sa diffusion en France ;
  - ⇒ le manque d’information des producteurs, distributeurs et diffuseurs canadiens sur les incitatifs existants ;
  - ⇒ les distributeurs canadiens ne contrôlent pas toujours les droits internationaux ou canadiens ;
  - ⇒ selon un échantillon de l’UDA de 421 séries, dans les cas des séries canadiennes entièrement financées au Canada, le doublage de 25 % d’entre elles a échappé à l’industrie québécoise.

## Autres sondages et étude

En 1987, une **étude du groupe Secor** estime à 30 millions \$ le manque à gagner pour l'industrie québécoise du doublage, dont environ 10 millions \$ qui devraient être destinés aux artistes. Tout cela en raison du décret protectionniste de la France. De plus, cette étude estime qu'environ 20 % du doublage français est destiné uniquement au marché québécois.

**Sondage Léger et Léger (1991)** commandé par l'UDA et l'Association québécoise des industries techniques du cinéma et de la télévision (AQITCT - ANDP de l'époque) :

- Les Québécois perçoivent la différence entre un doublage fait en France vs un doublage réalisé au Québec ;
- Les Québécois préfèrent une version doublée ici ;
- Dans une proportion de 86,1 %, la population québécoise serait favorable à l'instauration par le gouvernement d'un quota obligeant le doublage au Québec de 60 % des films et émissions télévisées d'origine américaine ou autre.

**Avril 2001** : un **nouveau sondage Léger** vient confirmer une fois de plus cette nette préférence du public, ainsi que son appui pour que des actions législatives fermes soient appliquées.

## UDA : actions et revendications syndicales des dernières années

En **1999**, un major (la Warner) ne fait plus ses doublages au Québec. En résulte une campagne pour alerter l'opinion publique (et politique) : « **On veut s'entendre** ». La Warner accepte finalement, de façon verbale seulement, à reprendre une partie de ses doublages français au Québec.

Fin **1999**, un comité spécial de l'UDA sur le doublage est chargé d'évaluer les deux avenues de la contestation du décret français, ou au contraire de l'obtention d'une loi-miroir.

- Concernant la contestation du décret français, le comité ne recommande pas d'aller de l'avant, car sur le plan politique, cela « aurait pour conséquence de nous mettre à dos un partenaire qui est notre meilleur allié sur la question de l'exception culturelle et on pourrait même imaginer que dans l'hypothèse où nous adopterions des mesures similaires, la France pourrait être notre alliée dans une éventuelle contestation. »
- En ce qui concerne l'opportunité d'adopter une loi-miroir au décret français, le comité en arrive à la conclusion unanime que la meilleure façon d'atteindre nos objectifs culturels et économiques est de demander formellement au gouvernement du Québec de modifier la Loi sur le cinéma et particulièrement l'article 83, afin d'assurer la protection de l'industrie culturelle du doublage au Québec.

### Objectifs visés par la révision de la Loi sur le cinéma :

- Préciser que les doublages devront être réalisés au Québec par des artistes professionnels membre d'un syndicat d'acteurs reconnu ;
- Faire en sorte que cette disposition s'applique à toute la cinématographie étrangère et à tous les films canadiens et québécois ;
- Introduire une notion qui différencie notre version d'une version doublée en France, nous proposons « le français normatif parlé au Québec » ;
- Assouplir la réglementation pour ne pas nuire au cinéma d'art et d'essai à petite distribution.

En juin 2000, à l'occasion de la révision sur la Loi sur le cinéma, l'UDA présente à la ministre de la Culture un **Mémoire sur le doublage des films en langue française au Québec**, dont l'objectif premier vise à démontrer l'absolue nécessité d'amender l'article 83 de la Loi sur le cinéma afin d'assurer la protection et le développement de l'industrie du doublage au Québec.

### **Réponse négative de la ministre en novembre 2000** pour les raisons suivantes :

- La crainte d'une contestation juridique internationale qui obligerait le Québec à céder la gouvernance de ce dossier au gouvernement fédéral ;
- Une telle modification à la loi risquerait d'empêcher la distribution au Québec de films dont le potentiel commercial ne justifie pas un doublage au Québec, soit principalement les films à petit budget ;
- L'engagement pris par la ministre auprès des majors de ne pas présenter de projet de loi en échange d'un comportement de bon citoyen corporatif de la part de ces derniers en ce qui a trait au nombre de films doublés au Québec.

Depuis le **rapport Lampron en 1997**, que ce soit à la SODEC ou au ministère de la Culture, on craint un recours des États-Unis devant un organisme de réglementation économique telle l'**OMC** à l'encontre d'une disposition protectionniste que pourrait adopter le Québec. La SODEC et l'UDA ont des opinions juridiques qui ne convergent pas tout à fait à ce sujet et le débat (assez technique) n'est pas l'objet de la présente note.

De plus, d'aucuns suggèrent de simplement contester le décret français devant l'OMC. L'enjeu est politique :

- D'une part, l'état québécois ne peut contester devant l'OMC et devrait demander au gouvernement fédéral de le faire en son nom ;
- D'autre part, une telle contestation porterait un éclairage cru et public sur une dissension entre cousins francophones, qui doivent être unis sur la place publique de la politique.

Par conséquent, le rapport s'en remet simplement à maintenir les pressions politiques et syndicales en vue d'abolir ce décret.

En **2001**, il y a nomination d'une nouvelle ministre de la Culture et l'UDA dépose une **mise à jour de son mémorandum de 2000**. Dans cette mise à jour, l'UDA dénonce que depuis trop longtemps, la position du ministère de la Culture et des Communications du Québec est de tenter de régler ce dossier par voie de lobbying, de *gentlemen agreements*, d'ententes plus ou moins officielles et d'incitatifs fiscaux. Force est de constater que cette stratégie a donné des résultats mitigés.

La stabilité qu'apporterait à l'industrie les amendements proposés dans le Mémorandum sur le doublage des films en langue française au Québec permettrait d'envisager l'avenir de cette industrie non plus en termes de maintien d'acquis fragiles et constamment fragilisés, mais plutôt en termes d'expansion et de développement générateur d'emplois et d'infrastructures nouvelles.

De même, dans cette mise à jour, l'UDA cite l'exemple de l'Espagne qui a légiféré en 1994 demandant aux majors un doublage dans une langue utilisée en Espagne en utilisant le concept de « langue de proximité ».

Avril **2001** : manifestation publique des membres de l'UDA devant le Cinéma du Quartier latin pour dénoncer le non-doublage au Québec du film *Le tailleur de Panama* (Columbia TriStar).

En **2005**, l'UDA continue de demander à la ministre de la Culture de l'époque une loi qui exigerait que les films étrangers soient doublés en version québécoise.

Importante disparité entre les grands studios (les *majors*) sur le nombre de doublages faits au Québec = constante vulnérabilité de l'industrie.

Au **tournant du 21<sup>e</sup> siècle**, l'UDA demande aux intervenants québécois de la **Coalition de la diversité culturelle** de prioriser le dossier du doublage et d'adopter une position similaire à celle de la France, soit d'adopter une réglementation qui oblige à ce qui est diffusé ici, doit être doublé ici.

#### **Fin 2014 : l'UDA publie un rapport « Plan d'action pour la relance de l'industrie québécoise du doublage »**

Constat : l'industrie québécoise du doublage, essentiellement regroupée à Montréal, vit une crise sans précédent. Une crise financière déclenchée par l'apparition d'une concurrence féroce située en Europe et d'une crise conjoncturelle causée par l'arrivée des nouveaux modes de diffusion virtuels, tels Netflix, iTunes et autres.

Du côté des revenus des artistes-interprètes, cette baisse est d'environ 30%, c'est considérable. Un sommet à 10,1 M \$ de cachets en 2011 et une dégringolade jusqu'à 7,1 M \$ en 2013.

### L'UDA revoit sa stratégie :

- Le syndicat renonce à sa demande historique de protéger l'industrie québécoise du doublage par une Loi ;
- À la suite de discussions avec l'ANPD sur l'état de l'industrie, l'UDA accepte d'offrir aux maisons québécoises de doublage membres de l'ANDP (Association nationale des doubleurs professionnels) une diminution de tarif de 20 % pour les comédiens et de 3 % pour les directeurs de plateau, dans le cadre d'une entente-laboratoire ayant pour but de récupérer le marché du DVD, qui nous échappe quasi totalement, notamment depuis les fusions survenues au sein des entreprises canadiennes de distribution. Il s'agit d'un geste exceptionnel qui atteste de l'ouverture de l'UDA et de sa volonté de travailler en partenariat avec les acteurs de l'industrie pour revitaliser l'industrie du doublage.

Parmi les mesures dans le plan d'action, notons que l'UDA demande au gouvernement :

- D'instaurer un quota de films doublés ici ;
- D'obliger les diffuseurs à préciser la provenance du doublage lors de la diffusion d'un film ;
- De renoncer à couper davantage dans le maigre crédit d'impôt qui a subi une coupe arbitraire de 20 % ;
- D'accorder le crédit d'impôt sur le doublage aux télérealités, « *making of* », aux jeux, questionnaires, concours et aux documentaires sous toutes ses formes afin de contribuer à l'augmentation de doublages québécois dans la programmation des diffuseurs ;
- De réaffirmer et de préciser le rôle que doit jouer le Bureau du cinéma et de la culture du Québec (BCTQ) dans le soutien à l'industrie du doublage et la promotion de celle-ci ;
- De relancer la commission du doublage de la SODEC et de renouveler sa direction, afin de lui permettre de mieux soutenir le développement de l'industrie.